

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

22 mars 2021

---

**LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE - (N° 3995)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 486

présenté par

M. Le Fur, Mme Anthoine, M. Aubert, Mme Audibert, M. Bazin, Mme Boëlle, Mme Bouchet Bellecourt, M. Bourgeaux, Mme Corneloup, Mme Dalloz, M. Rémi Delatte, Mme Marianne Dubois, M. Pierre-Henri Dumont, M. Deflesselles, M. Kamardine, M. de la Verpillière, M. Manuel, M. Perrut, Mme Poletti, M. Quentin, M. Reiss, M. Sermier, M. Vatin et M. Viry

-----

**ARTICLE 55**

À la fin de l'alinéa 5, supprimer les mots :

« sur des terrains déjà artificialisés, dans les périmètres d'opérations de revitalisation des territoires, de grandes opérations d'urbanisme ou d'opérations d'intérêt national ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le projet de loi confère au gouvernement la possibilité de légiférer par ordonnance pour intervenir dans un délai de 9 mois en matière d'urbanisme et d'aménagement notamment afin de rationaliser les procédures d'autorisation d'urbanisme et environnementale pour accélérer les projets sur les terrains déjà artificialisés, dans le périmètre des opérations de revitalisation de territoire, des grandes opérations d'urbanisme ou des opérations d'intérêt national (catégories d'opération portées par le financement de l'État).

Le présent amendement propose, dans un contexte de plan de relance et de réponses à apporter aux besoins en logements, de ne pas limiter l'opportunité ainsi ouverte de rationaliser les procédures d'autorisation d'urbanisme et environnementale aux seules opérations de revitalisation de territoire, grandes opérations d'urbanisme, opérations d'intérêt national ou terrains déjà artificialisés.

